

DECISION-EL 95-027

La Cour Constitutionnelle,

- VU* la Constitution du 11 décembre 1990 ;
- VU* la Loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant Loi Organique sur la Cour Constitutionnelle ;
- VU* la Loi n° 94-013 du 17 janvier 1995 portant règles générales pour les Elections du Président de la République et des Membres de l'Assemblée Nationale ;
- VU* la Loi n° 94-015 du 27 janvier 1995 définissant les règles particulières pour l'Election des Membres de l'Assemblée Nationale;
- VU* la Loi n° 94-030 du 17 janvier 1995 portant mise en conformité de la Loi n° 94-013 fixant les règles générales pour les Elections du Président de la République et des Membres de l'Assemblée Nationale avec la Décision DCC 34-94 des 22 et 23 Décembre 1994 de la Cour Constitutionnelle ;
- VU* le Décret n° 95-52 du 23 février 1995 portant convocation du Corps électoral pour les Elections législatives du 28 mars 1995 ;
- VU* le Règlement Intérieur de la Cour Constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Oùï Monsieur Alfred ELEGBE en son rapport ;

Après en avoir délibéré,

Considérant que par lettre en date du 30 mars 1995 enregistrée à la Cour Constitutionnelle le 03 avril 1995 sous le numéro 0470, Monsieur Alassane BAWA, membre de l'Alliance Génération Caméléon, saisit la Cour de sa requête du 30 mars 1995 adressée à la Commission Electorale Nationale Autonome (C.E.N.A.) par l'Alliance Génération Caméléon de la circonscription électorale n° 3 de l'Atacora et demande "l'annulation et l'invalidation du scrutin en ce qui



concerne l'U.N.S.P. dans toute la zone 3 de l'Atacora, dans la circonscription urbaine de Djougou et dans la Sous-Préfecture de Copargo ...";

Considérant d'une part, que selon l'article 55 de la Loi Organique n° 91-009 du 04 mars 1991 sur la Cour Constitutionnelle, l'élection d'un député peut être contestée devant la Cour Constitutionnelle durant les dix (10) jours qui suivent la proclamation des résultats du scrutin, par toutes les personnes inscrites sur les listes électorales de la circonscription dans laquelle il a été procédé à l'élection ainsi que par les candidats de cette circonscription ; que d'autre part, l'article 57 de la même loi prescrit que les requêtes doivent contenir les noms, prénoms, qualité et adresse du requérant, le nom des élus dont l'élection est attaquée, les moyens d'annulation évoqués et que le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens ;

Considérant que la requête susvisée a été enregistrée avant la proclamation, le 16 avril 1995, des résultats définitifs de l'élection contestée ; qu'elle ne contient, au surplus, ni l'adresse et la qualité du requérant ni les noms des élus dont l'élection est attaquée; qu'en tout état de cause, ladite requête est prématurée, et doit être déclarée irrecevable ;

D E C I D E :

Article 1er .- La requête de Monsieur Alassane BAWA est irrecevable.

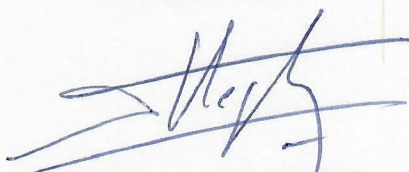
Article 2 .- La présente décision sera notifiée à Monsieur Alassane BAWA et publiée au Journal Officiel.

Ont siégé à Cotonou, le vingt avril mil neuf cent quatre-vingt-quinze

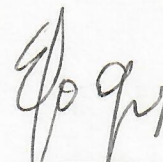
Madame	Elisabeth	K. POGNON	Président
Messieurs	Alexis	HOUNTONDJI	Vice-Président
	Bruno	O. AHONLONSOU	Membre
	Pierre	EHOUMI	Membre
	Alfred	ELEGBE	Membre
	Hubert	MAGA	Membre
	Maurice	GLELE AHANHANZO	Membre.

Le Rapporteur,

Le Président,



Alfred ELEGBE.-



Elisabeth K. POGNON.-